

Sur la contestation en Israël

2/2

Category: Arguments et analyses

écrit par jmfouquer | 16 septembre 2023

Les médias français parlent peu des manifestations contre la réforme judiciaire qui se déroulent en Israël depuis janvier 2023. D'où l'idée de présenter la situation du mouvement sans cacher les contradictions qui le traversent. Deux articles pour cela : [1 – L'importance et les limites du mouvement](#). 2 – Son impact au sein de la société israélienne. Voici le second.

Par **Jean-Marie Fouquer** – Le 15 septembre 2023

L'impact au sein de la société israélienne

Une contestation limitée à certaines couches sociales

Au lendemain de l'adoption par le Parlement d'une mesure-clé du projet de réforme judiciaire controversé porté par le gouvernement de Benjamin Nétanyahou, mardi 25 juillet, la crise s'est amplifiée. Le lundi, Arnon Bar-David, le dirigeant de la centrale syndicale Histadrout avait brandi la menace d'une « grève générale si besoin ».

Différents appels ont été déposés, notamment par le barreau israélien, auprès de la Cour suprême pour invalider le texte. Pour protester, le Syndicat des médecins a lancé mardi une grève générale, sauf pour les urgences. Même les travailleurs des industries de l'information – dans lesquelles Israël excelle – ont condamné les réformes en cours.

Plusieurs quotidiens israéliens affichaient le mardi matin une « Une » entièrement noire avec les mots « Jour noir pour la démocratie israélienne ».

Des manifestations plus radicales

Les protestataires de Tel-Aviv sont parvenu·es, à plusieurs reprises, à prendre pied sur la voie rapide Ayalon, qui traverse la ville du nord au sud. Des manifestant·es ont bloqué des intersections d'autoroutes ailleurs dans le pays. Une flottille de huit bateaux, de hors-bords et de kayaks a perturbé l'accès au port d'Haïfa (nord).

Lors des manifestations qui se sont poursuivies tard lundi soir, 58 personnes ont été interpellées pour troubles à l'ordre public, selon un porte-parole de la police. Les forces de l'ordre ont utilisé des canons à eau pour disperser les manifestants qui tentaient de bloquer des axes principaux, à Jérusalem et Tel-Aviv. La police fait désormais usage du canon à eau putride, dont l'odeur âcre colle à la peau, un traitement réservé d'ordinaire aux Palestiniens.

Un pays profondément divisé

Ines Gil – journaliste freelance – cite le chercheur Thomas Vescovi selon lequel le pays est marqué par plusieurs divisions majeures qui se juxtaposent et se rencontrent autour du débat sur la réforme :

Deux Israël se font face. Les partisans de l'opposition sont majoritairement composés de la classe moyenne et des populations aisées, principalement ashkénazes, vivant sur les villes côtières et dans les localités du nord du pays, dont les kibboutz. Pour eux, la justice est protectrice des minorités dans le pays. De l'autre côté, les classes populaires, à majorité séfarades, issues du centre et du sud du pays ou encore des colonies de Cisjordanie, soutiennent la droite et ses alliés. Une large partie d'entre eux perçoivent les juges comme représentants de l'élite ashkénaze coupée du peuple »¹GIL, Ines, « [En Israël : réforme contestée, société polarisée, et Netanyahu fragilisé](#) », Les clés du Moyen-Orient, 28 juillet 2023..

Haggai Matar le confirme et le précise :

Sans aucun doute, la division est en termes de classe sociale, mais aussi ethnique. Le profil général des manifestants est celui décrit plus haut : ashkénazes, diplômés, classe moyenne supérieure ou bourgeoisie. Sauf que les choses sont progressivement en train de changer. On le voit par exemple au niveau des lieux de manifestations. Au départ, elles étaient essentiellement à Tel-Aviv ou Haïfa. Aujourd'hui, il y a des dizaines de points de rassemblement chaque semaine, y compris dans des villes de classe moyenne inférieure, peuplées de mizrahim²Juifs orientaux. Voir [Juifs Mizrahim](#), comme Netanya, Guedera ou Ashdod, des lieux où les élections donnent généralement le Likoud en tête.³MATAR, Haggai, « [Si la contestation...](#) », op. cit.

Une prise de conscience progressive

Peu à peu, il semble que divers événements récents aident également un certain nombre de manifestant·es à prendre conscience que la stricte défense de la démocratie ne suffit pas.



Véhicules incendiés dans la localité palestinienne de Huwara en

Cisjordanie, le 26 février 2023

Les violences des colons

Signe de la crise qui se développe au sein de l'armée, on assiste, comme le rapporte Emanuel Fabian, à des prises de position de hauts gradés qui mettent en cause les colons :

le chef de la division de Cisjordanie a profité d'une cérémonie de passation de pouvoir pour critiquer la violence de certains résidents israéliens : « Tsahal ne restera pas silencieuse lorsque des délinquants pénètrent dans des villages, mettent le feu à des biens et mettent des vies en danger. Pour des actions comme celles-ci, nous disons haut et fort que c'est contraire à l'éthique, que ce n'est pas juif, que cela ne contribue pas à la sécurité et que la semaine dernière a montré que c'était également dangereux », a-t-il poursuivi⁴FABIAN, Emanuel, « [Avi Blot : l'armée ne « restera pas silencieuse » face au terrorisme juif](#) », *Times of Israël*, 24 août 2023..

Le colonel Eliav Elbaz, qui quittait son poste, a indiqué que pendant cette période, « en marge de la communauté, il y a eu une croissance et un développement de civils juifs qui se sont comportés de manière criminelle et contraire à l'éthique et qui lui ont fait honte en tant que Juif »⁵Ibid..

Et le journaliste de *Times of Israël* termine son article en rappelant :

Ces derniers mois ont été marqués par une augmentation de la violence des résidents d'avant-postes – et/ou d'implantations – les Nations unies ayant fait état de près de 600 attaques contre des Palestiniens et leurs biens au cours des six derniers mois.

Selon les données officielles fournies au Times of Israel, il y a eu 680 incidents de jets de pierres ou d'agressions

de Palestiniens par des résidents extrémistes – au cours des six premiers mois de 2023, contre 950 pendant toute l'année 2022. L'establishment de la Défense a également enregistré 11 attaques de vandalisme, communément appelés des attaques de type « Prix à payer » au cours des six premiers mois de 2023, contre 18 pour l'ensemble de l'année dernière.

En outre, 25 attaques graves ont été perpétrées par des résidents d'avant-postes – et/ou d'implantations – en Cisjordanie au cours des six premiers mois de cette année, selon les données. Il s'agit notamment d'incendies criminels de maisons et de mosquées dans des villes palestiniennes et d'autres incidents violents graves, dont certains ont fait des victimes palestiniennes. Sur l'ensemble de l'année 2022, l'establishment de la Défense a enregistré 25 attaques graves de résidents d'avant-postes – et/ou d'implantations – contre des Palestiniens.

Les récentes attaques de résidents d'avant-postes ont été condamnées par l'armée, la police et un certain nombre d'hommes politiques, y compris certains membres de la coalition de droite radicale, mais il n'y a pas eu de condamnation claire de la part des dirigeants des implantations. »⁶Ibid.



Hawara voitures brûlées

L'attaque de la commune palestinienne d'Huwara

Cette attaque par plusieurs centaines de colons, le dimanche 29 janvier 2023, puis la déclaration dans la foulée du ministre Bezalel Smotrich invitant à « raser Huwara » ont provoqué un choc en Israël, y compris au sein des plus hautes autorités militaires.

Selon *Times of Israël*, le chef du commandement central de Tsahal, le général de division Yehuda Fuchs, a accusé les Juifs extrémistes « de propager le terrorisme ». « Ce qui est arrivé à Huwara est un pogrom mené par des délinquants qui ont violé la loi », a-t-il déclaré.⁷Collectif, « [Les violences à Huwara ont été un « pogrom », déplore un éminent général](#) », *Times of Israël*, 1er mars 2023.

Thomas Vescovi analyse ainsi la situation :

Si la répression reste très en deçà des pratiques en Cisjordanie, certaines méthodes jusqu'ici réservées aux Palestiniens, telles que le jet de grenades assourdissantes au milieu d'une foule compacte et sans considération des profils présents, se normalisent. C'est dans ce contexte que la foule réagit par des chants et des pancartes

adressés aux forces de sécurité : « Où étiez-vous à Huwara ? »⁸VESCOVI, Thomas, « [La contestation au défi de l'occupation](#) », *Orient XXI*, 28 mars 2023..

Selon Haggai Matar, ce slogan peut avoir un double sens. D'une certaine manière, les manifestants « prendraient conscience que la droite promeut la violence contre eux et contre les Palestiniens, voire que cela fait partie d'un projet plus profond qui est l'apartheid », explique-t-il. Toutefois, ce slogan ne s'est répandu qu'au moment où les premières violences contre les manifestants juifs israéliens sont apparues. En d'autres termes, poursuit Matar, l'autre sens pourrait être : « Ne nous faites pas à nous ce que vous n'avez pas fait aux colons à Huwara ». Dès lors, explique le journaliste, « la souffrance palestinienne n'est pas prise en compte, mais utilisée comme un moyen d'alimenter un conflit interne entre juifs »⁹MATAR, Haggai, « [Si la contestation...](#) », op. cit..

Pour sa part, Thomas Vescovi, donne une explication complémentaire :

Huwara renforce aussi la division parmi les élites économiques. Schématiquement, Israël s'appuie sur deux grandes bourgeoisies : l'une regroupe les entreprises des nouvelles technologies, le complexe militaro-industriel et l'establishment « libéral », tandis que la seconde est liée à la colonisation et à sa poursuite. Naturellement, les frontières entre ces deux bourgeoisies demeurent poreuses, mais la première tient à l'image qu'Israël renvoie à l'international du fait de sa dépendance aux échanges économiques. Ainsi, entre les multiples dérapages de ministres racistes issus d'un gouvernement qui s'attaque aux institutions de la démocratie juive, et l'indignation internationale qu'ont suscité les images d'Huwara, l'élite économique et militaire se place en tête de la protestation pour proposer une autre image d'Israël, prétendument

attachée à la défense des libertés.¹⁰ VESCOSI, Thomas, « [La contestation...](#) », op. cit..

Il semble donc qu'Huwara a quand même accéléré la prise de conscience d'une partie du mouvement de contestation.

Pour Haggai Matar, « la réflexion se développe d'une semaine à l'autre, les revendications commencent à aller bien au-delà en affirmant le souhait d'une réelle et profonde démocratie ». Sur les réseaux sociaux ou dans les cortèges, les débats fleurissent autour du concept même de démocratie, des questions qui « ne se sont presque jamais posées avec autant de résonance en Israël », poursuit-il¹¹ MATAR, Haggai, « [Si la contestation...](#) », op. cit..

Le ministre de la Défense – Yoav Gallant – avait demandé publiquement la suspension de la réforme judiciaire. Lorsqu'il a été renvoyé par Netanyahou, les réactions de la population ont été encourageantes :

des milliers d'Israéliens ont envahi les rues pour protester. D'autres ont bloqué l'axe routier majeur d'Ayalon à Tel-Aviv, et ont chanté, parmi différents slogans : « S'il n'y a pas d'égalité, nous bloquerons Ayalon, vous êtes tombés sur la mauvaise génération ». Signe indéniable que le mouvement dépasserait déjà la simple dénonciation du coup de force du gouvernement.

»¹² VESCOSI, Thomas, « [La contestation...](#) », op. cit.



Manifestation contre la réforme judiciaire et l'oppression des femmes, le 4 mars 2023 © Oren Rozen

Les discriminations contre les femmes

D'autres événements servent de révélateur. Diverses humiliations ont récemment visé des femmes provoquant des réactions. Times of Israël en cite un exemple :

Un millier de personnes ont manifesté pour les droits des femmes dimanche devant une grande base militaire où, la semaine dernière, un groupe de soldates s'est vu ordonner d'arrêter de chanter parce que cela dérangeait les militaires pratiquants.

[...] Cette manifestation fait suite à une récente série d'incidents au cours desquels des femmes ont été victimes de discrimination dans les espaces publics pour satisfaire les exigences d'hommes religieux.[...]

L'accent mis sur la discrimination religieuse à l'égard des femmes intervient à un moment où les tensions sociétales entre la droite et la gauche et entre les groupes religieux et laïcs sont exacerbées par les efforts déployés par le gouvernement pour limiter certains pouvoirs du pouvoir

judiciaire.¹³Ibid.

Ce cas s'inscrit dans une série d'incidents qui ont fait la « une » des journaux nationaux ces dernières semaines. Des femmes et des jeunes filles ont été invitées à s'asseoir à l'arrière d'un bus, ont dû se couvrir ou se sont vu refuser l'embarquement en raison des sensibilités des passagers masculins religieux.

Des fractures nouvelles au sein de la société



De jeunes Israéliens manifestent 2023

Une jeunesse qui se radicalise

Le journaliste Oren Ziv a interviewé, pour le site +972, plusieurs adolescents ou jeunes d'une vingtaine d'années qui participent aux manifestations¹⁴ZIV, Oren, ['We're shattered and fed up': The youth on the frontlines of Israel's protests](#), +972, 24 août 2023..

Son article donne un éclairage intéressant sur les motivations de ces manifestant·es. Beaucoup n'avaient jamais été amené·es à protester. Maintenant, on les voit descendre dans la rue, non seulement pour combattre le gouvernement israélien, mais aussi pour changer l'ordre ancien. À l'avant-garde des

manifestations, cette jeunesse ne recule pas devant la radicalité des affrontements avec la police.

Pour beaucoup d'entre eux, le pogrom commis par des colons dans la ville palestinienne de Huwara en février dernier a été une motivation aussi grande pour descendre dans la rue que le coup d'État judiciaire. Ils ont le sentiment que le gouvernement nationaliste, religieux et colonial poursuit des politiques qui contredisent toutes leurs valeurs et que c'est leur dernière chance de résister.

Contrairement aux dirigeant·es plus chevronné·es du mouvement de protestation, ces jeunes n'ont aucune nostalgie pour un « paradis démocratique » perdu, celui de « la belle et bonne terre d'Israël » d'autrefois. Leurs slogans véhiculent un message différent. « Les homosexuels polis ne font pas de révolutions », affirme une pancarte tandis qu'une autre proclame : « La solution est une résistance déraisonnable. »

Pour ces jeunes, il ne s'agit pas seulement de repousser la révision judiciaire, voire d'évincer la coalition actuelle. Au contraire, ils et elles veulent que soient résolus des problèmes beaucoup plus profonds au sein de l'État et de la société israéliens, y compris la séparation de la religion et de l'État, l'égalité pour les femmes et les personnes LGBTQ, et même la fin de l'occupation pour les Palestiniens.

Des jeunes refusent même de s'enrôler

De petits groupes d'élèves de Terminale avaient déjà refusé de servir dans l'armée en signe de protestation contre la politique du pays à l'égard des Palestiniens.

Mais, fin août, les élèves de Terminale du lycée de Tel Aviv ont annoncé qu'une manifestation « contre la dictature » aurait lieu au à la rentrée scolaire. Selon *Times of Israël*, au moins deux cents adolescents ont signé une lettre commune déclarant qu'ils refuseraient de s'enrôler dans l'armée, en signe de protestation contre le projet de refonte judiciaire

du gouvernement et le contrôle exercé depuis des dizaines d'années par Israël sur la Cisjordanie. Ils ont déclaré : « Nous avons décidé d'utiliser notre pouvoir, en tant que personnes désignées pour le service militaire, pour protester et dire que nous ne nous enrôlerons pas. »¹⁵ Collectif, « [Opposés à la refonte et au contrôle de la Cisjordanie, des jeunes refusent de s'enrôler](#) », *Times of Israël*, 28 août 2023.

Ces jeunes – soutenus par le directeur de l'établissement – ont indiqué qu'ils organiseraient également des « cours alternatifs sur la pelouse concernant la démocratie réelle et la résistance », avec des intervenants tels que des activistes, un groupe de jeunes communistes et des représentant·es de plusieurs organisations de défense des droits impliqués dans le dérèglement climatique, les droits des transsexuels et la documentation des violations présumées des droits en Cisjordanie.

Leur détermination est claire : « Nous devons mettre un terme à la refonte judiciaire et cesser de participer à une armée qui soutient les implantations et sert l'occupation » !

La sécurité dans la communauté arabe

Pour la 34^e semaine consécutive, des manifestants ont protesté samedi soir à Tel Aviv et dans tout Israël.

Le projet législatif visant à affaiblir le système judiciaire étant en suspens pendant les congés d'été de la Knesset, les manifestants anti-gouvernement ont souhaité mettre l'accent sur d'autres griefs au cours des dernières manifestations, notamment les récents incidents de discrimination à l'encontre des femmes et l'emprise des partis religieux sur la coalition au pouvoir.

Mais, cette semaine, les manifestants ont également mis l'accent sur l'augmentation de la criminalité violente dans les communautés arabes, alors que le gouvernement est de plus

en plus critiqué pour son absence de réponse au nombre record d'homicides chez les Arabes israéliens. Il atteint, à ce jour, 174 ! De nombreux leaders arabes estiment que la police a fait le choix de ne pas sévir contre les puissantes organisations criminelles et qu'elle ignore largement les menaces – querelles familiales, guerres des gangs et violences faites aux femmes. Ces communautés sont ainsi victimes de longues années de négligence de la part des autorités de l'État.

Environ 100 000 personnes ont participé au rassemblement de Tel Aviv. Fait notable : lors de la manifestation principale, qui s'est déroulée rue Kaplan à Tel Aviv, un orateur arabe, Mamoun Abd al-Hay – maire de Tira – a pris la parole.

En guise de conclusion provisoire

Je n'ai rien trouvé de mieux, comme conclusion, que le programme politique dressé par Alon-Lee Green de *Standing Together* :

Nous devons parvenir à politiser cette énergie qu'on voit dans les rues, le retour de la gauche ne sera pas pour tout de suite. Pas encore. Je pense que nous allons devoir nous confronter à ce gouvernement pendant plusieurs années, et peut-être connaître d'autres graves menaces politiques avant d'être en capacité de voir une alternative revenir sur le devant de la scène. Avant toute chose, nous devons continuer à diffuser notre message, à convaincre les gens d'adopter notre grille de lecture. *Standing Together* représente un idéal, un courant politique qui n'existe dans aucun autre champ en Israël : ce n'est ni une gauche juive, ni une gauche arabe, ce n'est pas une gauche libérale ou élitiste... C'est une gauche socialiste judéo-arabe, populaire et vraiment engagée pour les droits et la vie des gens. Aucun autre parti actuellement en Israël ne fait cette offre politique.¹⁶ GREEN, Alon-Lee, « [Il faut politiser...](#) », op. cit.